

le bulletin

de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

AGRICULTURE

UNE RELÈVE À CIBLER

Parmi les 756 exploitations agricoles que compte l'Abitibi-Témiscamingue, une centaine seront mises en vente ou transférées d'ici cinq ans, soit 14 % de l'ensemble. Elles sont loin d'avoir toutes trouvé preneur, comme en témoigne le Profil de la relève agricole au Québec.

Parmi l'ensemble des exploitations qui changeront de mains dans les prochaines années en Abitibi-Témiscamingue, 57 % ont déjà identifié une relève. Les autres, au nombre de 45, soit 43 % de l'ensemble, n'en ont pas encore identifié.

La moitié des fermes sans relève (23) tirent leur principale source de revenu de la production de bovins de boucherie. Huit sont des fermes laitières, cinq produisent des céréales et fourrages et les autres se répartissent au sein de diverses productions (fruits et légumes, pépinières et cultures abritées, porc, etc.).

Côté revenus, une vingtaine d'exploitations sans relève déclarent des revenus de moins de 50 000 \$ et 13 se situent dans la fourchette suivante, soit entre 50 000 \$ et 99 999 \$. Les 12 restantes ont des revenus qui dépassent 100 000 \$.

Quant aux 59 exploitations ayant déjà ciblé une relève, elles comptent passer le relais à 78 exploitants, dont près des trois quarts sont des hommes.

La situation qui prévaut en Abitibi-Témiscamingue est plus difficile que celle observée dans l'ensemble du Québec. Si, globalement, une part semblable des exploitations agricoles changera de mains sous peu, la part n'ayant pas identifié de relève passe de 34 % au Québec à 43 % en Abitibi-Témiscamingue.

Nommer les difficultés

Selon l'Union des producteurs agricoles du Québec, les jeunes démontrent un intérêt

marqué pour la profession agricole au Québec¹. Toutefois, la baisse continue des revenus des agriculteurs combinée au fait qu'il faut près de 5 \$ d'actif pour générer 1 \$ de revenu dans le secteur sont autant de barrières qui s'érigent à l'entrée de la profession.

Lors des audiences de la *Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois*, la relève agricole a nommé les principaux obstacles qui se dressaient devant ceux et celles souhaitant s'installer en agriculture² :

- la valeur élevée des fermes disponibles pour la relève;

- le prix des quotas dans les productions sous gestion de l'offre qui accroît substantiellement la valeur marchande des fermes et, par voie de conséquence, le montant du capital à investir, ce qui est prohibitif pour la plupart des aspirants agriculteurs;
- le difficile accès au financement pour la relève;
- la complexité des démarches administratives et les obstacles posés aux jeunes qui veulent démarrer une ferme de petite taille ou conjuguer l'exploitation d'une ferme et une autre activité professionnelle.

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LA RELÈVE, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2004

	Abitibi-Témiscamingue	Québec
Ensemble des exploitations agricoles	746	29 825
Dont la vente est prévue d'ici 5 ans	104	3 536
Part (%)	14 %	12 %
Exploitations ayant une relève désignée	59	2 324
Part (%)	57 %	66 %
Exploitations n'ayant pas de relève désignée	45	1 212
Part (%)	43 %	34 %

Note : Ce document, publié en 2007, concerne un sondage réalisé en 2004.

1. Site internet de l'Union des producteurs agricoles : www.upa.qc.ca

2. Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, *Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir*, 2008, p. 26. <http://www.caaq.gouv.qc.ca>

Source : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec,

Profil de la relève agricole au Québec 2004, 2007.

MÉDIAS

PORTRAIT DES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES

Les médias communautaires sont au nombre de 71 en Abitibi-Témiscamingue. Disséminés sur le territoire, ces radios, télévisions et journaux, en dépit de moyens souvent très limités, ont en commun d'être collés sur leur milieu, de donner la parole aux gens du coin et d'être essentiels à la diversité du paysage médiatique régional. Une enquête s'intéressant à ces véritables outils de développement régional vient de paraître, dont voici les grandes lignes.

Cette enquête par sondage, réalisée par la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, nous renseigne sur les diverses facettes des médias communautaires dans le but d'en tracer un portrait à jour et de mieux cerner les tendances technologiques et médiatiques qui se dessinent. Plus de la moitié (55 %) des médias communautaires de la région ont répondu au sondage.

Le paysage médiatique

Côté presse écrite, la région est dotée de 61 journaux communautaires, répartis de manière semblable dans quatre MRC de la région : le Témiscamingue, Rouyn-Noranda, l'Abitibi et l'Abitibi-Ouest en possèdent chacun une quinzaine. Seuls deux sont présents dans la Vallée-de-l'Or.

Les radios communautaires sont au nombre de quatre dans la région. Les MRC d'Abitibi et de la Vallée-de-l'Or en comptent chacune une et celle de Témiscamingue, deux. L'Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda en sont dépourvues.

Quant à la télévision communautaire, elle est formée de six stations dans la région,

et présente sur chaque territoire de MRC. Comme c'était le cas pour la radio, elle est doublement présente au Témiscamingue.

Le profil des médias communautaires

Au plan de la structure, le tiers des médias communautaires de la région ont un statut juridique, étant tantôt incorporés ou enregistrés. Un peu plus du quart est doté d'un conseil d'administration élu. Tous diffusent en langue française sauf un journal, qui est bilingue, et une radio, qui diffuse en trois langues (l'anishnabe, le français et l'anglais).

Environ la moitié (44 %) des médias possèdent des employés salariés. Des difficultés de recrutement sont éprouvées par six médias sur dix, principalement en lien avec des besoins en bénévolat. Dans les médias écrits, outre le recrutement difficile de bénévoles, on éprouve des difficultés dues au manque de connaissances et de compétences, notamment en français et en informatique. En télévision, le besoin de formation du personnel et le sous-financement sont mentionnés. En radio, le recrutement de personnel qualifié en journalisme et en publicité est difficile.

Sans l'apport du bénévolat, peu de médias communautaires pourraient offrir le même service : 70 % fonctionnent avec des bénévoles réguliers et 44 % ont recours à des bénévoles occasionnels. En moyenne, on compte cinq bénévoles réguliers par média, et sept occasionnels. Près de la moitié des médias considèrent que la situation du bénévolat au sein de leur organisme est stable alors que 38 % se déclarent en difficulté à ce chapitre.

Les finances

Les médias communautaires de la région génèrent des revenus annuels de 1 841 000 M\$ (2004-2005). La moitié de ces revenus proviennent de programmes de soutien du gouvernement du Québec. Ce soutien représente 72 % des revenus des radios, 36 % de ceux des médias écrits et 27 % pour les télévisions. Une belle part des télévisions communautaires (41 %) arrive d'ailleurs à s'autofinancer.

Les dépenses s'élèvent, quant à elles, à 1 774 000 M\$ (2004-2005) annuellement, soit un peu moins que les revenus, ce qui permet d'observer que l'ensemble des médias communautaires de la région présentent un très léger surplus financier équivalant à 3,6 % des revenus totaux. Plus de la moitié des dépenses sont affectées à la masse salariale. Par ailleurs, près de 70 % des médias qualifient leur état financier et général de stable.

Les nouvelles technologies

Interrogés sur leur adhésion à certaines technologies, on apprend que 85 % des médias communautaires se servent actuellement des fonctionnalités du courriel, 69 % utilisent Internet et 64 % disposent d'un appareil photo numérique. Quant à un site Web, seuls 10 % en sont dotés.

MÉDIAS COMMUNAUTAIRES SELON LA MRC, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2007

	Médias écrits	Radio	Télé	Total	
				N	%
Abitibi	14	1	1	16	23 %
Abitibi-Ouest	14	0	1	15	21 %
Rouyn-Noranda	16	0	1	17	24 %
Témiscamingue	15	2	2	19	27 %
Vallée-de-l'Or	2	1	1	4	6 %
Abitibi-Témiscamingue	61	4	6	71	100 %

Les défis à relever

Après avoir tracé leur portrait, l'étude cerne cinq grands enjeux pour les médias communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue :

- Augmenter la démocratisation par l'instauration d'un membership réel et d'un conseil d'administration élu dans une plus grande part de médias.
- Diversifier les sources de financement dans les médias écrits pour les rendre moins dépendants des municipalités.
- Trouver des moyens pour soutenir le bénévolat dans les médias en termes de recrutement, de formation et de reconnaissance.
- Soutenir la mutation des médias vers les nouvelles technologies.
- Favoriser la création d'un réseau d'échange (formel ou informel) entre les médias communautaires de la région.

Autant de défis à relever pour les médias communautaires de la région, qui complètent l'offre des neuf radios commerciales, quatre stations de télévision et huit hebdomadaires traditionnels que compte l'Abitibi-Témiscamingue.

QUELQUES ASPECTS FINANCIERS DES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES DE L' ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2004-2005

	Médias écrits	Radios	Télés	Tous
Nombre de médias	61	4	6	71
Revenus totaux²	621 659 \$	1 219 735 \$ ¹		1 841 394 \$
Sources de financement				
Fédéral	2 %	0 %	3 %	1 %
Provincial	36 %	72 %	27 %	49 %
Municipal/Conseil de bande	27 %	3 %	1 %	6 %
Membership	2 %	0,4 %	0 %	0,5 %
Autofinancement	2 %	0,3 %	41 %	16,5 %
Commandites	15 %	0 %	2 %	3 %
Publicité et contrats de service	13 %	8 %	19 %	13 %
Autres (non précisées)	2 %	16 %	7 %	10 %
Dépenses totales²	583 000 \$	1 911 026 \$ ¹		1 774 026 \$
Postes de dépenses				
Masse salariale	54 %	69 %	42 %	55 %
Frais de production	35 %	5 %	27 %	23 %
Frais d'immobilisation	5 %	6 %	5 %	5 %
Logement, téléphone, fax, etc.	3 %	19 %	25 %	15 %
Autres (non précisés)	3 %	1 %	0 %	2 %

1. Pour des raisons de confidentialité, les données financières concernant les radios et les télévisions ont été amalgamées.

2. Les revenus totaux et les dépenses totales ont été obtenus par extrapolation.

Source : Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue et ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, **Les médias communautaires et autochtones en Abitibi-Témiscamingue. État de situation et enjeux**, 2008.

UN BRIN DE DÉFINITIONS ...

Média écrit communautaire : Un média écrit communautaire est une publication éditée par un organisme à but non lucratif ou une coopérative de solidarité, de propriété collective, de gestion démocratique, incorporée et possédant une charte autonome démontrant que sa fonction principale est d'éditer un journal ou un magazine diffusant principalement de l'information locale ou régionale sur un territoire délimité géographiquement ou au sein d'une communauté culturelle.

Télévision communautaire : Sociétés sans but lucratif, incorporées selon une charte provinciale ou fédérale qui stipule que l'activité première de la société est de produire des émissions de télévision communautaire ou d'exploiter un canal de télévision communautaire qui reflète la communauté qu'elles représentent. Les membres du conseil doivent être issus de la communauté locale et la société doit tenir une réunion annuelle à laquelle tous les membres de la société sont invités à participer et à voter.

Radio communautaire : Une station de radio communautaire est possédée et contrôlée par un organisme sans but lucratif dont la structure permet aux membres de la collectivité en général d'y adhérer et de participer à sa gestion, à son exploitation et à sa programmation. La programmation devrait refléter la diversité du marché que la station est autorisée à desservir.

Source : Gouvernement du Québec, **Les médias communautaires au Québec. État de la problématique**, 2005.

DÉMOGRAPHIE

DE QUOI SE RÉJOUIR !

Pour une deuxième année consécutive, la population de la région affiche une croissance démographique. Estimée provisoirement à 145 192 personnes pour 2007, la population de la région a gagné 371 membres entre 2006 et 2007, représentant une croissance de 0,3 %. Cette variation de population est la plus positive qu'ait connue la région en 12 ans !

Il faut en effet remonter aussi loin qu'en 1994-1995 pour obtenir un meilleur cliché. La population avait alors affiché un gain de 0,4 %. La croissance de population observée dans les deux dernières années suit dix années ininterrompues de bilans négatifs. C'est donc avec une bonne dose de soulagement que ces données sont reçues.

Au sein des MRC, c'est la Vallée-de-l'Or qui a connu la plus grande croissance de population (1,0 %), suivi de Rouyn-Noranda (0,3 %) et de la MRC d'Abitibi (0,2 %). En Abitibi-Ouest, c'est le statu quo (0,0 %) :

la population de la MRC est stable, ce qui est bienvenu après quinze années de bilans négatifs. La MRC du Témiscamingue est la seule à afficher une perte de population (-1,1 %), qui représente 194 personnes en moins entre 2006 et 2007.

La croissance globale de la population régionale s'ajoute à un bilan migratoire interrégional, qui, bien que négatif (entre 2006 et 2007, -163 personnes de plus ont quitté la région qu'on en compte s'y étant installées), n'a jamais été aussi intéressant dans les quinze dernières années.

POPULATION DES MRC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2001 À 2007

	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^r
Abitibi	25 090	24 714	24 551	24 340
Abitibi-Ouest	22 405	22 008	21 596	21 310
Rouyn-Noranda	40 395	39 946	39 481	39 229
Témiscamingue	17 838	17 691	17 493	17 385
La Vallée-de-l'Or	43 206	42 830	42 878	42 958
Abitibi-Témiscamingue	148 934	147 189	145 999	145 222
	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^p	Variation 2006-2007
Abitibi	24 379	24 304	24 346	0,2 %
Abitibi-Ouest	21 140	21 052	21 047	0,0 %
Rouyn-Noranda	39 157	39 375	39 490	0,3 %
Témiscamingue	17 251	17 201	17 007	-1,1 %
La Vallée-de-l'Or	42 851	42 889	43 302	1,0 %
Abitibi-Témiscamingue	144 778	144 821	145 192	0,3 %

Source : Statistique Canada. Compilation et diffusion : Institut de la statistique du Québec.
http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil08/08mrc_index.htm et
http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil08/08ra_index.htm



L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774 et 1 866 762-0774
Télécopieur : 819 797-0960
www.observat.qc.ca

Pour recevoir gratuitement ce bulletin
en format PDF, abonnez-vous :
observatoire@observat.qc.ca

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
1 350 abonnés

SORTI DES PRESSES

MAPAQ, *Profil de la relève agricole au Québec en 2004*, 2007.

Commission sur l'Avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, *Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir*, 2008.

Landry, Michel et autres, *Alcool et Amérindiens : usage et intervention*, revue Drogues, santé et société, 2005.

Statistique Canada, *L'obésité et les habitudes alimentaires de la population autochtone*, 2008.

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue et MCCCCF, *Les médias communautaires et autochtones de l'Abitibi-Témiscamingue*, 2008.

INSPO, *Indicateurs de vulnérabilité associés à la sécurité d'un territoire*, 2007.

Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue (SESAT), *Forum sur la ressource hydrique souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue - Mieux connaître notre ressource pour mieux agir - Rapport final*, 2007.

ADN-organisation et Réal Bordeleau, *Étude préparatoire au démarchage sur la mise en valeur de la ressource hydrique*, 2006.

Transfert Environnement, *Projet de gestion intégrée et concertée des eaux souterraines - Rapport d'étape : Situation de référence*, 2007.

Ministère du Développement économique et Régional et de la Recherche, *Portrait socioéconomique des régions du Québec - Édition 2007*, 2007.

Ministère de la sécurité publique, *La criminalité commise dans un contexte conjugal au Québec*, Statistiques 2006, 2007.

Institut de la statistique du Québec, *Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain, Volumes 1-2*, 2007.

Hyperliens vers ces documents :
www.observat.qc.ca/trouvailles.htm

Rédaction
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca

Collaboration
Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca
Lili Germain : lili@observat.qc.ca